

2022 – Pour une dynamique populaire victorieuse

À un an des élections présidentielle et législatives, nous sommes confronté·es à une série d'urgences historiques. Urgence écologique, à l'heure où le réchauffement climatique promet des ravages sur l'ensemble de la planète. Urgence sociale et économique, alors que la crise du Coronavirus met des entreprises entières à genoux et plonge des millions d'entre nous dans la difficulté. Urgence civique, quand nos services publics finissent exsangues après des décennies de purge néo-libérale, et que les mécanismes essentiels à la paix civile, comme la laïcité, ploient sous les coups du Gouvernement. Urgence démocratique, urgence féministe, urgence antiraciste... La France doit s'engager sur la voie de la transformation sociale, ou déperir.

Des mouvements sociaux puissants tentent d'ores et déjà de relever ce défi. Les mobilisations antiracistes et contre les violences policières, les manifestations de Gilets Jaunes, les cortèges syndicaux, les marches féministes, les défilés pour le climat se succèdent face au pouvoir et rassemblent des millions d'entre nous. Prises ensemble, ces luttes posent la question du changement de système. Mais la traduction politique de leurs mots d'ordre fait défaut : c'est là, sans doute, la responsabilité la plus fondamentale des communistes.

Être au rendez-vous de l'Histoire

Car dans le même intervalle, l'extrême-droite, dopée par les incertitudes et les peurs, oppose une réaction puissante à ces dynamiques révolutionnaires. Il est question de rétablir l'ordre par la force, dans tous les domaines : au travail, dans l'espace public, en famille. Les exemples états-unien, brésilien ou turc nous rappellent que les classes dominantes n'hésitent pas à recourir à des solutions autoritaires lorsqu'elles ont besoin de mater les mouvements sociaux.

Cette issue est accréditée par le parti gouvernemental lui-même. Sous la pression des marchés, il doit accélérer la mise en œuvre de son programme de liquidation : les retraites et la Sécurité sociale doivent y passer rapidement, de même que le statut de la fonction publique. Pour atteindre ces objectifs, il est prêt à brutaliser la société, mais aussi à recruter ses soutiens dans les franges les plus réactionnaires du pays. Cette tactique, illustrée par le débat Darmanin-Le Pen ou les sorties de la ministre de l'Enseignement supérieur sur « l'islamo-gauchisme », ne fait pas reculer l'extrême-droite mais la consolide.

Dans ce climat violent, où tout ce qui nous permet de vivre ensemble est remis en cause, s'épanouissent les monstres, des violences civiles aux attentats terroristes.

L'affiche que nous promettent les éditorialistes pour le second tour de l'élection présidentielle, avec le duo Macron/Le Pen, doit absolument être défaite. Nous avons la responsabilité de rassembler largement celles et ceux qui n'en veulent pas, qui sont prêt·es à lutter, et qui sont majoritaires dans notre pays.

Nous pensons évidemment qu'une candidature de témoignage ne permettrait pas d'atteindre cet objectif. Tout au contraire, elle compliquerait davantage la situation. Le PCF est un grand parti, bâti pour exercer des responsabilités importantes, pour transformer la vie du plus grand nombre et non pour s'agiter à la marge de l'échiquier politique. Nous sommes, avant tout, aux côtés des premier·es de corvée qui travaillent dur et tiennent le pays debout.

Nous proposons donc d'envisager l'échéance cruciale des élections de 2022 dans un esprit de conquête. Les résultats désastreux que laissent entrevoir les sondages n'aident pas, bien évidemment, à se projeter vers une victoire. La division des forces de gauche, la multiplication des démarches politiciennes et l'absence de proposition crédible pour gouverner le pays pèsent sur les consciences. La résignation et le désespoir nourrissent, comme toujours, l'abstention des catégories populaires et notre parti est le premier à en souffrir. Dans le scénario qui se dessine pour l'instant, l'échec est assuré pour chacune des forces de gauche.

Il peut en être autrement. Comme l'a montré l'expérience du Front populaire, le rassemblement de la gauche et du mouvement social dans sa diversité peut ouvrir la voie à une perspective politique crédible.

Le Parti communiste peut jouer un rôle déterminant dans ce processus. Nous pouvons nous appuyer sur l'expérience des stratégies majoritaires que nous mettons en œuvre dans de nombreux territoires, lors des élections municipales. A l'échelle nationale, nous pourrions prendre l'initiative de proposer à toutes les forces de gauche de se mettre autour de la table pour fixer les orientations du prochain quinquennat, à partir des principaux objectifs des luttes et mobilisations actuelles.

Une proposition de changement de régime

Nous devons évidemment nous adresser aux forces avec lesquelles nous partageons quotidiennement des batailles, dans la rue comme à l'Assemblée. Pour faire aboutir ce rassemblement, nous proposons une méthode : le débat au grand jour, dans la clarté, devant la population et avec les forces politiques, sociales et citoyennes prêtes à participer à cette dynamique populaire.

La discussion doit s'ouvrir, d'abord, sur la situation politique nouvelle que nous voulons créer. Le caractère antidémocratique des institutions, avec les pouvoirs démesurés du Président de la République, permet aux puissances capitalistes de contrôler le pays depuis le sommet. Elles peuvent ainsi opposer textes de loi, forces de polices et campagnes de presse à la moindre revendication populaire. À l'inverse, dans un pays démocratisé, engagé dans un processus constituant, les revendications salariales, climatiques, féministes, antiracistes, prendront une toute autre ampleur. Nous proposons donc que le mot d'ordre de 6ème République soit la pierre angulaire d'un accord de gouvernement à construire.

Cette proposition de changement de régime, largement partagée au sein du mouvement social et des forces de gauche, nous permet d'envisager la révolution démocratique comme une porte d'entrée vers la révolution sociale et écologique. Nous pourrions ainsi verser à la discussion les grands axes d'une politique de transformation : mise hors marché des services publics, généralisation de la Sécurité sociale et hausse des salaires, loi-cadre pour éradiquer les violences sexistes et sexuelles, planification écologique, nouvel âge du développement industriel dans une économie décarbonée, pouvoirs sur la production ; ces exigences s'articulant naturellement avec des mesures de sortie de crise (réquisitions, placement des vaccins sous licence ouverte...).

Vers un accord de majorité

Sur ces bases, nous pourrions proposer un accord de majorité crédible dans lequel chaque force politique, mais aussi les personnalités du monde syndical et associatif trouveraient leur juste place : candidat·e à la présidentielle (s'effaçant dans le processus constituant), Premier·e ministre, membres du gouvernement, candidat·es aux élections législatives. Cet accord devra être attentif à privilégier les classes populaires, les femmes, les citoyen·nes issu·es de l'immigration, celles et ceux aujourd'hui dramatiquement sous-représenté·e·s dans les institutions. Les communistes devront y être respecté·es et bien représenté·es, au gouvernement comme à l'Assemblée, notamment dans nos territoires d'influence historique.

Porteuse des aspirations populaires, respectueuse de la diversité des femmes et des hommes qui pourraient s'y engager, cette démarche conjuguant rassemblement politique et mobilisations citoyenne pourrait créer une dynamique populaire enthousiasmante et convaincante, condition indispensable à la victoire. Il est possible et il est temps d'ouvrir une nouvelle page pour le pays : agissons. Ouvrons des perspectives de changement profond et durable, donnons de l'espoir, donnons une force nouvelle à la visée communiste et à notre parti.

Josselin Aubry (94), Jean-Noël Aqua (75), Bernard Baude (62), Aurélie Biancarelli-Lopes (13), Hugo Blossier (86), Hadrien Bortot (75), Marie-Pierre Boursier (92), Philippe Bouyssou (94), Silvia Capanema (93), Lucie Champenois (92), Patrice Cohen-Séat (75), Nadine Garcia (92), Grégory Géminel (94), Antoine Guerreiro (94), Didier Guillaume (94), Aline Guitard (69), Fabienne Haloui (84), Robert Injey (06), Marie Jay (94), Yves Jamain (86), Anne Jollet (75), Anne Joulain (86), Patrice Leclerc (92), Hélène Luc (94), Élisabeth Maugars (37), Frank Mouly (77), Gérard Piel (06), Hugo Pompougnac (92), Renaud Roux (94), Annabelle Skowronek (32), Patricia Tordjman (94)